

**MÉTADONNÉES**

**Intitulé exact :** *Bull and another v Hall and another* [2013] UKSC 73

**Alias :** N/A

**Thème :** Libertés fondamentales

**Mots-clés :** Liberté religieuse ; discrimination ; orientation sexuelle ; Convention EDH ; droit européen

---

**Résumé des faits :**

Un couple homosexuel réserve un logement dans une chambre d'hôtes. Une fois sur place, les propriétaires refusent au couple l'accès à la chambre réservée (une chambre double), et justifient leur décision par leurs croyances religieuses et le fait que le couple n'est pas marié (ce qui n'était, à l'époque, pas possible au Royaume-Uni). Ils leur offrent deux chambres simples ou une chambre avec deux lits, que le couple refuse.

Le couple porte donc l'affaire en justice pour discrimination directe sur la base de leur orientation sexuelle.

**Question(s) de droit :**

Le refus opposé par les propriétaires d'une chambre d'hôtes à loger un couple homosexuel constitue-t-il un acte de discrimination directe ?

**Solution(s) :**

À l'unanimité de ses membres, la Cour Suprême considère que la politique de l'établissement consistant à différencier le type de chambre offert aux couples mariés et aux couples non mariés est indirectement discriminatoire à l'égard des couples homosexuels qui n'ont pas accès au mariage. Elle considère par ailleurs que cette discrimination indirecte ne peut pas être justifiée par les croyances religieuses des propriétaires.

À la majorité de ses membres (3-2), la Cour Suprême considère par ailleurs que le refus d'honorer la réservation faite par le couple est fondée sur une discrimination directe fondée sur leur orientation sexuelle.

**Principe(s) dégagé(s) :**

Des croyances religieuses ne peuvent pas fonder une décision ayant pour effet de créer une discrimination entre individus hétérosexuels et homosexuels.

\*\*\*



### Citation(s) importante(s) :

- Hale LJ : « *Mr and Mrs Bull argue that they should not be compelled to run their business in a way which conflicts with their deeply held religious beliefs. They should not be obliged to facilitate what they regard as sin by allowing unmarried couples to share a bed. (...) Can that belief be a “matter other than [the couple’s] sexual orientation”?* I am prepared to accept that it can, not least because it covers all kinds of unmarried couple. But it would be hard to find that a belief that sexual intercourse between civil partners was sinful was a “matter other than [the couple’s] sexual orientation”, because by definition such sexual intercourse has to be between persons of the same sex. (...). To permit someone to discriminate on the ground that he did not believe that persons of homosexual orientation should be treated equally with persons of heterosexual orientation would be to create a class of people who were exempt from the discrimination legislation. We do not normally allow people to behave in a way which the law prohibits because they disagree with the law. But to allow discrimination against persons of homosexual orientation (or indeed of heterosexual orientation) because of a belief, however sincerely held, and however based on the biblical text, would be to do just that » [35-37]<sup>1</sup>.

### Postérité :

- Depuis cette décision, l'accès au mariage a été ouvert aux couples de même sexe (en 2013).
- La force de cette décision a été atténuée par une autre décision de la Cour Suprême, *Lee v Ashers Baking Company Limited* [2018] UKSC 49, où il a été jugé qu'une boulangerie n'agissait pas de manière discriminatoire lorsqu'elle refuse, pour des raisons religieuses, d'inscrire un message en faveur du mariage homosexuel sur un gâteau.

\*\*\*

### Références extérieures :

- [CRANMER, Frank, « Double rooms, gay couples, Christians and the clash of rights », \*Law & Religion UK\*, 28 novembre 2013.](#)
- [HENDERSON, Alasdair, « Gay discrimination and Christian belief: Analysis of Bull v Hall in the Supreme Court », \*UK Human Rights Blog\*, 11 décembre 2013.](#)

---

<sup>1</sup> « M. et Mme Bull considèrent qu'ils ne devraient pas être contraints de gérer leur chambre d'hôtes d'une manière qui entre en conflit avec leurs croyances religieuses. Ils ne devraient pas être contraints de faciliter ce qu'ils considèrent être un péché, en permettant à des couples non mariés de partager un lit. (...) Est-ce que cette croyance 'concerne autre chose que l'orientation sexuelle [du couple]' ? Je suis prête à l'entendre, en particulier dans la mesure où elle couvre tous les types de couples non mariés. Mais il est dur d'admettre que la croyance qu'une relation sexuelle entre partenaires civiles est un péché 'concerne autre chose que l'orientation sexuelle [du couple]', puisque par définition ce type de relation sexuelle ne peut intervenir qu'entre personnes de même sexe [NOTE DE TRADUCTION : jusqu'en 2019, le partenariat civil britannique n'était ouvert qu'aux couples de même sexe]. (...) Permettre à des individus d'agir de manière discriminatoire parce qu'ils ne considèrent pas que des personnes homosexuelles doivent être traitées de manière égale à des personnes hétérosexuelles créerait un groupe d'individus à qui le droit anti-discriminatoire ne s'appliquerait pas. Nous n'autorisons pas ordinairement des individus à se comporter de manière contraire au droit parce qu'ils ne sont pas d'accord avec la loi. C'est exactement de ça qu'il s'agit si nous autorisons des actes de discrimination contre des personnes homosexuelles (ou, de fait, hétérosexuelles) en raison d'une croyance, même sincère et basée sur le texte de la Bible. »

